

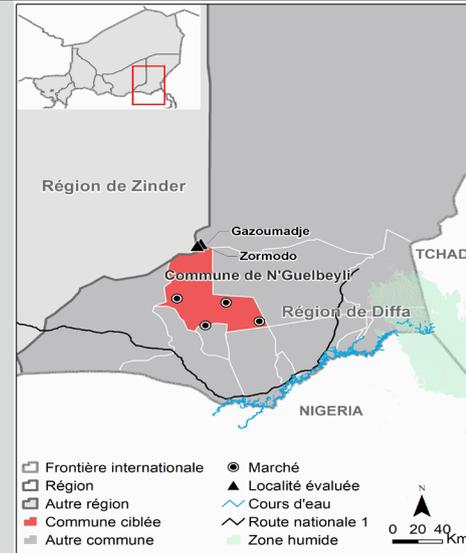
Dans le contexte de la crise de déplacement dans la région de Diffa, le Cash Working Group (CWG) a souhaité réaliser une évaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel afin d'informer la stratégie de la communauté humanitaire et du CWG en particulier. Cette évaluation a couvert quatre aspects : la capacité des marchés ; la protection des bénéficiaires et l'acceptation du transfert monétaire ; les capacités et limites des prestataires de services financiers et les capacités et défis des organismes de mise en œuvre¹. L'analyse de ces aspects a permis d'identifier les risques et opportunités du transfert monétaire dans la région de Diffa et de formuler des recommandations à l'échelle de la région et de chaque commune. La collecte de données a été réalisée entre le 08 avril et le 08 mai 2019 et a couvert 45 marchés répartis dans toutes les communes hormis Bosso pour des raisons sécuritaires et 21 localités dans lesquelles des groupes de discussions et des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été

réalisés avec les populations déplacées et non déplacées.

Cette fiche d'information concerne les résultats de la commune de Nguelbeyli² où l'évaluation a couvert 4 marchés et 2 localités (Gazoumaje et Zormodo).

Pour l'évaluation des capacités des marchés à N'Guelbeyli, des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été réalisés avec un IC gestionnaire de marchés³ dans chacun des 4 marchés et des entretiens individuels avec 20 commerçants et 8 transporteurs.

Pour évaluer l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires dans chaque localité, un entretien a été réalisé avec un IC (le chef de village) et 2 groupes de discussion distincts (hommes/femmes) - soit, 4 groupes de discussions au total réalisés à N'Guelbeyli⁴ avec les populations non déplacées⁵.



Capacité des marchés

Accessibilité des marchés

Types d'infrastructures disponibles pour l'accès aux marchés selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés⁴ :

Une piste non aménagée	██████████	(4/4)
Une piste	██████████	(4/4)
Une route bitumée		(0/4)
Une voie fluviale		(0/4)

Principales entraves pour l'accès aux marchés pour les populations et les commerçants selon les IC gestionnaires de marché - par nombre de marchés⁶ :

1. Conditions météorologiques (crues etc.) (4/4)
2. Moyens de transport limités (3/4)
3. Mauvais état des infrastructures de transport (2/4)

Régularité / animation des marchés

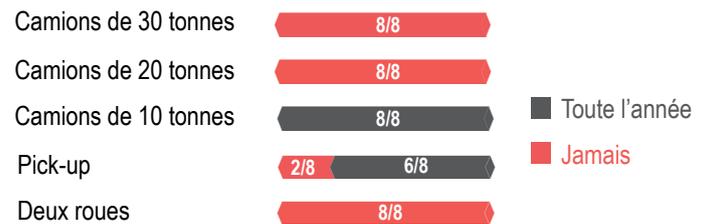
Evolution du nombre de commerçants dans les marchés pendant les 6 mois précédant l'évaluation selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés :



Principales raisons de la diminution du nombre de commerçants selon les IC gestionnaires de marchés⁶ :

- Moyens de transport /déplacement
- Problèmes d'approvisionnement des produits
- Faible pouvoir d'achat des populations

Périodes de l'année pendant lesquelles les véhicules de transport de marchandises accèdent aux marchés selon les IC transporteurs - par nombre de transporteurs :



Selon les participants aux groupes de discussion, les marchés de la commune sont physiquement accessibles à la majorité de la population malgré le mauvais état des infrastructures (pistes non aménagées et pistes). Néanmoins, des difficultés liées au transport ont été signalées telles que le coût du transport perçu comme élevé par des participants aux discussions ainsi que l'insuffisance des moyens de transport pour se rendre aux marchés.

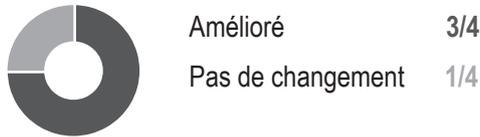
Selon les IC gestionnaires de marchés, les marchés fonctionnent de manière régulière toute l'année malgré les périodes de hausse/baisse des prix et la disponibilité des produits céréaliers en fonction de la saisonnalité.

Selon les participants aux groupes de discussion, les marchés fonctionnent de manière régulière en termes d'ouverture avec un respect des jours d'ouverture hebdomadaire. Cependant, il existe des périodes pendant lesquelles les marchés sont moins fonctionnels selon la perception des populations :

- La saison sèche caractérisée par la transhumance, l'indisponibilité de certains produits saisonniers et la hausse des prix.
- La saison pluvieuse pendant laquelle le marché peut être difficilement accessible aux populations et à certains véhicules de transport.

Stockage des produits

Evolution de l'état des infrastructures de stockage cette année par rapport à l'année passée selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Principaux lieux de stockage habituels des produits chez les commerçants qui ont recours au stockage de produits⁵ :

1. Dans mon magasin au marché
2. A mon domicile

Monnaie et taux de change

Principales monnaies utilisées par les commerçants interrogés, par nombre de commerçants⁶ :

Naira	(20/20)
FCFA Ouest	(20/20)

Existence de difficultés liées au taux de change selon les IC gestionnaires de marchés par nombre de marchés :

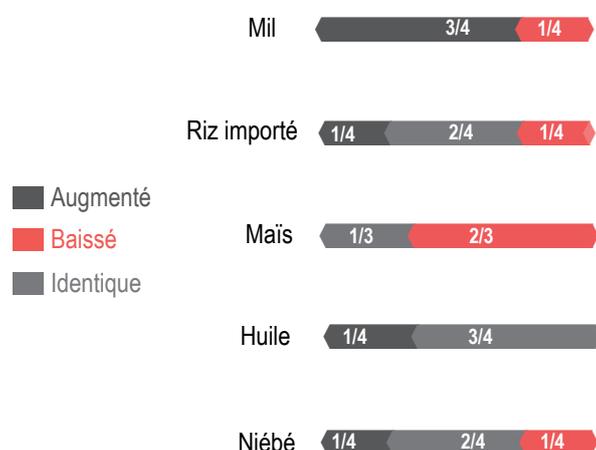
Oui	Non
(0/4)	(4/4)

Offre de produits alimentaires et non alimentaires

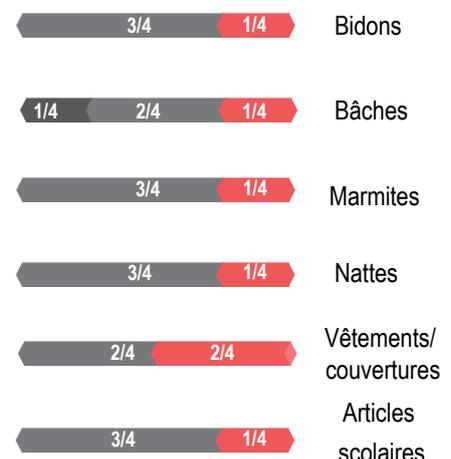
Vente de ces produits dans les marchés par nombre de marchés dans les 6 mois avant l'évaluation⁶ :

	Mil	Maïs	Huile	Riz importé	Niébé	Bidons	Bâches	Marmites	Nattes	Couverture habits	Articles scolaires
	4/4	3/4	4/4	4/4	4/4	4/4	4/4	4/4	4/4	4/4	4/4
Provenance des produits ⁶ :	Nigeria	Nigeria	Région de Zinder	Région de Diffa	Région de Diffa	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria
	Région de Diffa	Région de Zinder	Région de Diffa	Nigeria	Tchad	Région de Diffa	Région de Diffa				

Evolution du niveau de l'offre de produits alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Evolution du niveau de l'offre de produits non alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Commercialisation de produits alimentaires et non alimentaires

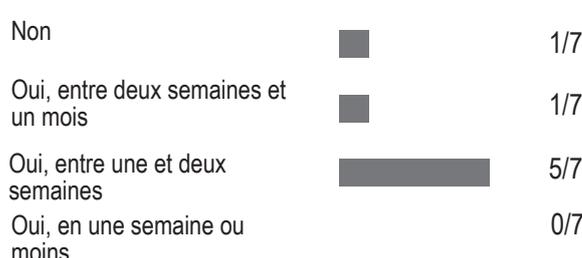
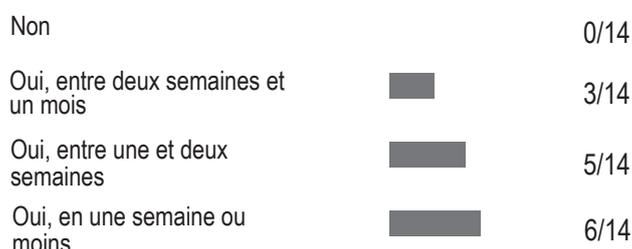
Evolution des ventes de produits alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année passée selon 14 commerçants qui vendent des produits alimentaires - par nombre de commerçants :

Evolution des ventes de produits non alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année passée selon 7 commerçants qui vendent des produits non alimentaires - par nombre de commerçants :



Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits alimentaires double et en combien de temps :

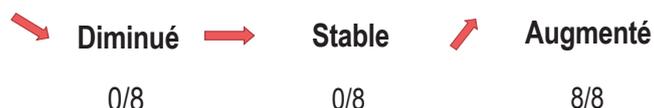
Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits non alimentaires double et en combien de temps :



Evolution des coûts liés à la vente des produits

Evolution du coût du transport au cours de l'année précédant l'évaluation selon les transporteurs interrogés, par nombre de transporteurs :

Evolution du montant des taxes, impôts et prélèvements cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marché :

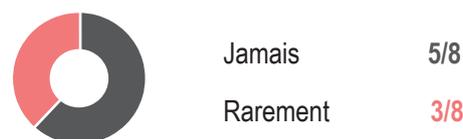


Principales difficultés auxquelles les commerçants et transporteurs sont confrontés

Principales difficultés auxquelles les commerçants sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de commerçants⁶ :

Fréquence à laquelle les transporteurs interrogés sont confrontés à des incidents de sécurité, par nombre de transporteurs :

1. Manque de capital propre (15/20)
2. Faible pouvoir d'achat des clients (11/20)
3. Mauvais état des routes, coût du transport élevé (10/20)



Principales difficultés auxquelles les transporteurs sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de transporteurs⁶ :

Principales stratégies mises en place par les transporteurs en cas d'insécurité⁶ :

1. Mauvais état des routes (8/8)
2. Disponibilité ou prix du carburant (7/8)

1. Changement d'itinéraire
2. Changement des horaires de transport

Acceptation du transfert monétaire et protection des bénéficiaires

Acceptation du transfert monétaire

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les IC :

Dans les 2 localités évaluées à N' Guelbeyli, l'IC de Gazoumaje a rapporté que les populations préfèrent recevoir une aide monétaire et l'IC de Zormodo a déclaré que les populations de cette localité souhaitent recevoir une assistance en nature si elles ont le choix entre ces deux types d'aide.

Selon l'IC de Zormodo, les populations préfèrent l'aide monétaire car elles pourront consacrer le temps mis à aller au marché à d'autres activités. Selon l'IC de Gazoumaje, la population de cette localité souhaite une aide monétaire parce que les ménages peuvent dépenser l'argent selon leurs priorités et parce que les bénéficiaires ne reçoivent pas forcément les articles souhaités lors des distributions.

Principales dépenses prioritaires effectuées avec l'argent reçu selon les IC et les participants aux groupes de discussion :

1.  Nourriture
2.  Moyens de subsistance (avoirs productifs, activités génératrices de revenus etc.)
3.  Santé / Vêtements

En cas d'aide monétaire, personne décisionnaire sur l'utilisation de l'argent reçu au sein du ménage selon les IC :

Les IC ont rapporté que les coinjoints décident ensemble de l'utilisation de l'argent en cas d'assistance monétaire.

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les groupes de discussion :

L'aide en nature est préférée par la majorité des hommes ayant participé aux discussions pour les 3 raisons suivantes :

- Selon la perception des participants, l'aide en nature est plus efficace pour satisfaire le besoin prioritaire de nourriture en situation d'urgence
- Le déplacement au marché représente une charge de travail et des coûts supplémentaires liés au transport etc.
- L'indisponibilité de certains produits saisonniers dans les marchés

Le transfert monétaire est préféré par la majorité des femmes ayant participé aux groupes de discussions pour les raisons suivantes :

- Le transfert monétaire permet de faire des activités génératrices de revenus (AGR)
- Le transfert monétaire permet de dépenser l'argent selon les priorités du ménage et en temps voulu.

En plus du type d'assistance préféré, il a été également demandé aux participants de citer la modalité de distribution préférée (entre espèces/coupons) en cas d'assistance monétaire.

Dans la totalité des groupes de discussion, les participants ont déclaré une préférence pour la distribution en espèces pour ces trois raisons :

- La distribution en espèces permet de dépenser l'argent selon les priorités et en temps voulu
- La distribution en espèces permet de réaliser des activités génératrices de AGR
- La distribution en espèces permet d'épargner un peu d'argent

En cas d'aide monétaire, personne décisionnaire sur l'utilisation de l'argent reçu au sein du ménage selon les groupes de discussion :

Selon la majorité des groupes de discussion, le mari a le dernier mot sur l'utilisation de l'argent bien qu'il tienne compte des préférences de l'épouse.

Protection des bénéficiaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté selon les IC⁶ :

- Soupçons de fraude
- Discrimination envers certaines catégories de la population
- Disputes intercommunautaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein des familles selon les IC⁶ :

Les IC ont rapporté que le transfert monétaire ne crée aucun problème au sein des familles.

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté et des familles selon les groupes de discussion :

Selon les groupes de discussion, le problème le plus important que le transfert monétaire pourrait créer au sein de la communauté est le ciblage qui peut générer des frustrations, des tensions et des disputes intercommunautaires.

Les comités de sages/de plaintes et les autorités locales jouent un rôle important pour la gestion des plaintes et l'apaisement des tensions en cas de problèmes intercommunautaires liés au transfert monétaire.

Toujours selon les participants aux discussions, le transfert monétaire ne crée aucun problème au sein des familles monogames. En revanche, il pourrait créer des tensions dans les foyers polygames si l'une des épouses est récipiendaire ou s'il n'y a pas une concertation de tous les coinjoints (le mari et les épouses) sur l'utilisation de l'argent.

☀ Risques sécuritaires pouvant être créés par le transfert monétaire :

- Les IC n'ont pas rapporté de risques sécuritaires sur le trajet aller/retour pour récupérer l'argent et sur les chemins d'accès aux marchés
- Les participants aux discussions ont identifié un seul type de risque pour les bénéficiaires du transfert monétaire après récupération de l'aide : le risque de vol des espèces au niveau des marchés

Risques/opportunités du transfert monétaire à N'Guelbeyli et recommandations

Opportunités	Contraintes	Risques	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Majorité des marchés physiquement accessibles aux populations • Ouverture régulière des marchés • Pas de dégradation des infrastructures de stockage • Disponibilité des produits alimentaires de base et de produits non alimentaires dans la majorité des marchés • Niveau de l'offre de produits alimentaires et non alimentaires stable ou en augmentation dans la majorité des marchés (sauf le maïs en baisse dans la majorité des marchés) • Baisse/stabilité des taxes et prélèvements liés à la vente des produits • Transporteurs rarement confrontés à des incidents de sécurité • Majorité des commerçants interrogés en capacité de répondre en deux semaines maximum au cas où la demande double • Diversité des dépenses effectuées avec l'aide monétaire par les populations dont les AGR en particulier qui sont en phase avec l'objectif d'autonomisation des populations • Les IMF présentes dans la commune de Diffa peuvent mobiliser des équipes mobiles pour faire des distributions dans des localités de Nguelbeyli • Distributions monétaires déjà effectuées dans la commune de Nguelbeyli par des organisations de mise en oeuvre (opportunité de partage d'expériences) 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès restreint des gros véhicules de transport de marchandises aux marchés (camions de 30 tonnes et de 20 tonnes) • Augmentation du coût du transport sur l'axe entre Nguelbeyli et les marchés d'approvisionnement • Populations interrogées plus favorables à l'aide en nature qu'au transfert monétaire • Couverture réseau partielle à N'Guelbeyli • Perturbation des réseaux de communication qui ralentit les activités de transfert d'argent • Les personnes qui détiennent un téléphone portable font face à des difficultés telles que la recharge en raison des coupures d'électricité ou la non électrification de certaines localités • Pas de présence d'IMF et d'agences de transfert d'argent dans la commune • Problème de disponibilité des espèces au niveau des banques commerciales qui gèrent les fonds des IMF et des opérateurs téléphoniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Vol des espèces au niveau des marchés • Perte et/ou arnaque sur les frais de commissions et/ou sur le taux de change • Tensions au sein des familles : tensions entre coépouses dans les familles polygames, détournement de l'argent reçu par le mari • Tensions au sein de la communauté : disputes intercommunautaires, contestation du ciblage et soupçons de fraude • Risque que les prestataires financiers ne disposent pas des ressources humaines, logistiques et financières pour répondre à une très forte demande de transfert monétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi régulier de l'évolution du taux de change CFA/Naira et sensibilisation des bénéficiaires pour éviter le risque d'arnaque sur le taux de change • Plus de sensibilisation auprès des leaders communautaires et des populations sur les bénéfices du transfert monétaire, le ciblage, et les moyens d'éviter les risques de tensions familiales et intercommunautaires • Implication des commerçants dans les activités de sensibilisation • Ciblage rigoureux (allonger la durée du ciblage) afin que l'aide profite aux plus vulnérables • Meilleure coordination entre les acteurs qui mettent en oeuvre le transfert monétaire : partage des planning de distribution pour une meilleure coordination des activités/ partage d'expériences et de bonnes pratiques via le CWG multisectoriel • Association du cluster protection via le CWG pour une meilleure implication des acteurs de protection dans la sensibilisation communautaire avant l'assistance monétaire • Elaborer un panier de dépenses minimum pour le transfert monétaire multisectoriel et définir des critères d'ajustement du montant en vigueur pour les activités de sécurité alimentaire (32 500 F CFA) • Etude plus approfondie sur les localités ciblées à N'Guelbeyli avant chaque programme de transfert monétaire pour déterminer la modalité de distribution la plus appropriée (espèces/coupons) et le type de prestataire financier à solliciter

1 Les organismes de mise en oeuvre sont les agences de l'Etat (Filets sociaux et Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises), les Agences des Nations Unies et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui mettent en oeuvre des programmes de transfert monétaire dans la région de Diffa

2 Cette fiche d'information présente les résultats de la commune de Nguelbeyli relatifs à la capacité des marchés et à l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires. Les résultats sur les capacités et défis des prestataires financiers et des organisations de mise en oeuvre sont disponibles dans la fiche d'information des résultats de l'évaluation pour la région de Diffa

3 Points focaux de divers profils bien renseignés sur le fonctionnement des marchés (personnel de la mairie, responsable d'association de commerçants etc.)

4 Des populations déplacées n'ont pas été recensées à N'Guelbeyli selon la Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés (DREC/M-R). Donc, les entretiens et les groupes de discussion ont été réalisés avec les populations non déplacées dans cette commune

5 Comme les informations sont fournies par des IC et des groupes de discussion, les résultats sont indicatifs de la situation des marchés et des villages évalués et non représentatifs.

6 Question à choix multiple

7 Selon les IC gestionnaires de marchés